L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS VENDREDI MATIN, 7 JANVIER 1876. 29me Année.

DUFOUR & LIMET.
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 7 JANVIER

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par R. M. & E. J. Montgomery au No 100 rue du Canal, grande vente de faillite.

Par Gabriel Lisamont, au No 63 de la rue de Chartres,—boucles d'oreille, en diamant et montre en or.

Par M. W. Newman, au No. 63 de la rue de la Donane—bottes, souliers et brodequins.

☞ Achetez vos bonbons Rue à 75 cents la livre; vos fruits cristallisés à 50 cents la livre chez Adolphe Lemanne, rue de Chartres, 207 entre Dumaine et Ste-Anne. Voyez l'annonce.

SPECTACLES.

Vendredi, 7 janvier 1876.

ACADEMIE.—Trumps, or High, Low, Jack & the Game.
VARIETES.—Little Em'ly.
ST-CHARLES.—French Spy—avec Zoé.

CONVENTION D'ETAT
DU PARTI
Démocratique et Conservateur.

Séance de jeudi, 6 janvier.

La Convention est appelée à l'ordre à midi par son président, l'honorable John C. Moncure.

Le secrétaire appelle le rôle. Tous les wards de la Nouvelle-Orléans sont représentés et toutes les paroisses, sauf trois.

Mr Lewis, d'Orléans, présente une résolution pour condamner la conduite officielle du gouverneur John Mc Enery, du lieutenant gouverneur R. B. Penn et de l'ex-speaker L. A. Wiltz.

Mr Tucker, de Ste-Marie, demande que les règlements soient suspendus, avec le consentement unanime de la Convention, pour que la résolution de M. Lewis soit adoptée.

Mr. Herron, de Bâton-Rouge, fait la même motion.

Les règlements sont suspendus.

Mr. J. Alcée Gauthreaux, d'Orléans, propose comme amendement à la résolution, que les honorables John C. Moncure et de l'honorable Lusher soient ajoutés.

Mr Mellon, d'Orléans, propose que le nom de l'honorable H. N. Ogden soit également ajouté.

La résolution est adoptée à l'unanimité, ainsi que les amendements.

Sur motion de Mr Mitchell, de Claiborne, l'honorable Thos. H. Vaughn, représentant de Caddo, et l'honorable T. O. Quinn, les premières victimes de l'Interview fédérale du 4 janvier 1875, sont invités à occuper des siéges sur l'estrade.

Mr Mc Caleb, d'Orléans fait la motion que la Convention procède à l'élection de seize délégués pour représenter la Louisiane à la Convention nationale démocratique, dont 4 pour l'Etat en général et dix pour district congressionnel.

La motion de Mr Caleb, dûment secondée est adoptée.

Le comité sur les résolutions, par l'entremise de son président, l'honorable Albert Voorhies, présente son rapport, qui est ainsi conçu :

Rapport du comité sur les résolutions.

Attendu que l'usurpation du gouvernement de la Louisiane, grâce à la perversion des fonctions du gouvernement général, est un mal qui pèse lourdement sur le peuple de l'Etat; que c'est une menace constante au principe représentatif; que le Congrès, dont le devoir est de garantir aux Etats une forme républicaine de gouvernement, ne saurait passer sous silence le despotisme et l'anarchie qui règnent actuellement parmi nous et puisent tant à nos intérêts matériels ;

Attendu que le compromis Wheeler ne s'applique nullement aux élections de novembre 1873, ni à toutes les élections de novembre 1874, mais n'allait pas au-delà (cela étant expressément stipulé) des dix-sept sièges contestés à la Chambre et aux deux sièges contestés au Sénat, parmi les nouveaux sénateurs;

Attendu qu'on n'a jamais prétendu que le compromis ait eu autre but que celui de décider qui avait droit à ces sièges; attendu que les pouvoirs de la Législature sont clairement définis et limités par la Constitution, qu'ils ne lui permettent pas à l'assemblée générale de soumettre à l'arbitrage les gouvernements ruraux de l'Etat; que ceux qui ont soutenu le compromis n'ont jamais cru qu'il serait jamais possible de lui faire embrasser d'autres questions que celle des siéges contestés;

Attendu que le parti radical de la Louisiane a l'instigation duquel l'usurpation a été imposée à l'Etat, a créé les moyens de perpétuer cette usurpation qui est son œuvre, par des fraudes d'enregistrement et d'élection—lois iniques—par un Bureau de retour dont le pouvoir est illimité et par un recensement frauduleux;

Attendu que l'usurpation n'a jamais été reconnue par les citoyens de la Louisiane, que son existence précaire n'est le fait ni de leur consentement, ni de leur soumission;

Il est résolu par le parti démocratique et conservateur de l'Etat,

1. Que le mémoire par lequel le peuple en appelle au Congrès soit de nouveau présenté par nos représentants;

2. Que la preuve d'attachement au parti démocrate conservateur de la Louisiane est une opposition constante à l'usurpation ; que quelles qu'aient été leurs anciennes opinions politiques, tous ceux qui se joignent aux adversaires de l'usurpation sont membres du parti ;

3. Que nous préconisons l'abolition des emplois inutiles, surtout ceux de percepteurs de taxes que les shérifs devraient être chargés de faire ; une réduction sévère des salaires et des frais de bureaux ; une réduction sévère des dépenses de la ville et de l'Etat.

4. Nous demandons une grande diminution des impôts de l'Etat et des municipalités, et, tout en proclamant qu'il faut acquitter, nonobstant, les dettes légitimes de la Louisiane, nous sommes invariablement opposés à la reconnaissance des obligations frauduleuses émises au nom de l'Etat. Nous nous engageons à instituer une minutieuse enquête à cet égard.

5. Nous préconisons la réduction des allocations exorbitantes pour les impressions publiques et la police métropolitaine ; nous exigeons que tout le système de police et d'impressions publiques soit changé.

6. Nous sommes énergiquement opposés à tous les monopoles quels qu'ils soient.

7. Nous reconnaissons et proclamons de nouveau la doctrine démocratique qui veut que l'or et l'argent soient les seules monnaies légales. Nous demandons que le pays revienne aux paiements en espèces dès que cela pourra être fait sans préjudice aux intérêts matériels de la nation.

Mr. A. H. Leonard, de Caddo, le seul membre qui n'a pas signé l'admirable rapport du comité, présente une protestation écrite contre l'adoption des résolutions et demande que cette protestation soit annexée au rapport.

Il dit qu'il croit devoir protester, parce que ces résolutions sont impolitiques et tendent à détruire la bonne harmonie qui existe entre les différents éléments du parti conservateur en Louisiane.

Motion est faite d'adopter le rapport.

Mr. Cross, d'Ouest Féliciana, propose comme amendement que la clause relative à la reprise du paiement en espèces, soit retranchée, parce que, dit-il, c'est au Congrès national à s'occuper de régler cette question épineuse.

Nous, de la Louisiane, ajoute-t-il, nous n'avons pas à débattre actuellement la question de savoir si nous serons payés en papier monnaie ou en espèces, nous devons songer seulement à ne pas nous laisser dépouiller entièrement du peu que le parti radical nous a laissé.

L'amendement de Mr Cross étant mis aux voix est déposé sur le bureau.

Le rapport du comité sur les résolutions est alors adopté par le vote unanime de la convention, Mr Leonard, de Caddo, membre de ce comité, ayant seul protesté contre l'adoption.

L'honorable R. H. Marr, président du comité de neuf, sur l'adresse au Congrès, présente alors son rapport :

Nous allons soumettre le texte du Mémoire qui est adressé au Président, au Sénat et à la Chambre des représentants des Etats-Unis :

Il a été clairement démontré au Congrès que le gouvernement actuel de la Louisiane est le fruit de l'usurpation; ceux qui la composent n'ont jamais été élus par le peuple de l'Etat, mais au contraire ont été vaincus aux élections de 1872 et de 1874. Le gouverneur, le lieutenant-gouverneur, tous les officiers d'Etat, quinze sénateurs, plusieurs représentants, un des juges de la Cour Suprême, plusieurs juges de district, ainsi que nombre d'autres magistrats subalternes, n'ont audun droit, aucun titre au mandat qu'ils exercent.

Les fonctionnaires légitimes, désignés par la majorité des suffrages, ont été écartés de leurs emplois et mis dans l'impossibilité de les remplir par suite de l'intervention illégale du gouvernement fédéral, aussi bien que des tribunaux et de l'armée des Etats-Unis.

Nous demandons une grande diminution des impôts de l'Etat et des municipalités, et, tout en proclamant qu'il faut acquitter, nonobstant, les dettes légitimes de la Louisiane, nous sommes invariablement opposés à la reconnaissance des obligations frauduleuses émises au nom de l'Etat. Nous nous engageons à instituer une minutieuse enquête à cet égard.

Nous préconisons la réduction des allocations exorbitantes pour les impressions publiques et la police métropolitaine ; nous exigeons que tout le système de police et d'impressions publiques soit changé.

Nous sommes énergiquement opposés à tous les monopoles quels qu'ils soient.

Nous reconnaissons et proclamons de nouveau la doctrine démocratique qui veut que l'or et l'argent soient les seules monnaies légales. Nous demandons que le pays revienne aux paiements en espèces dès que cela pourra être fait sans préjudice aux intérêts matériels de la nation.

Mr. A. H. Leonard, de Caddo, se seul membre qui n'a pas signé l'admirable rapport du comité, présente une protestation écrite contre l'adoption des résolutions et demande que cette protestation soit annexée au rapport.

Il dit qu'il croit devoir protester, parce que ces résolutions sont impolitiques et tendent à détruire la bonne harmonie qui existe entre les différents éléments du parti conservateur en Louisiane.

Motion est faite d'adopter le rapport.

Mr. Cross, d'Ouest Féliciana, propose comme amendement que la clause relative à la reprise du paiement en espèces, soit retranchée, parce que, dit-il, c'est au Congrès national à s'occuper de régler cette question épineuse.

Nous, de la Louisiane, ajoute-t-il, nous n'avons pas à débattre actuellement la question de savoir si nous serons payés en papier monnaie ou en espèces, nous devons songer seulement à ne pas nous laisser dépouiller entièrement du peu que le parti radical nous a laissé.

L'amendement de Mr Cross étant mis aux voix est déposé sur le bureau.

Le rapport du comité sur les résolutions est alors adopté par le vote unanime de la convention, Mr Leonard, de Caddo, membre de ce comité, ayant seul protesté contre l'adoption.

L'honorable R. H. Marr, président du comité de neuf, sur l'adresse au Congrès, présente alors son rapport :

Nous allons soumettre le texte du Mémoire qui est adressé au Président, au Sénat et à la Chambre des représentants des Etats-Unis :

Il a été clairement démontré au Congrès que le gouvernement actuel de la Louisiane est le fruit de l'usurpation; ceux qui la composent n'ont jamais été élus par le peuple de l'Etat, mais au contraire ont été vaincus aux élections de 1872 et de 1874. Le gouverneur, le lieutenant-gouverneur, tous les officiers d'Etat, quinze sénateurs, plusieurs représentants, un des juges de la Cour Suprême, plusieurs juges de district, ainsi que nombre d'autres magistrats subalternes, n'ont audun droit, aucun titre au mandat qu'ils exercent.

Les fonctionnaires légitimes, désignés par la majorité des suffrages, ont été écartés de leurs emplois et mis dans l'impossibilité de les remplir par suite de l'intervention illégale du gouvernement fédéral, aussi bien que des tribunaux et de l'armée des Etats-Unis.

L'ordre de maintenir le double writ de mandamus et d'injonction lancé par le juge Durell, qui a permis à la législature usurpatrice de s'organiser, la prise de possession de la Maison d'Etat par des troupes fédérales en 1872, la dispersion par la violence de la législature d'Etat et l'arrestation du speaker Monoure en mars 1873, l'expulsion du speaker Wiltz et de quelques-uns de ses collègues de la Chambre des Représentants en janvier 1875, les proclamations du président en avril 1875 et septembre 1874, les dépêches sanguinaires du général Sheridan, font partie de l'histoire contemporaine ; il serait trop pénible de rappeler en détail tous ces outrages dont la Louisiane a été victime.

Il a été également établi que le peuple de cet Etat a été odieusement dépouillé de son droit d'élire ses fonctionnaires et ses représentants, et qu'un prétendu Bureau de Retours s'est arrogé l'exercice de ce droit de souveraineté. Ce Bureau de Retours se composait de cinq membres nommés par le Sénat usurpateur, et, ayant plein pouvoir pour annuler l'expression de la volonté populaire, s'est empressé de le faire et a mis ainsi le contrôle à tous les scandales précédents.

Il y a plus, la Cour Suprême ayant déclaré que les décisions du Returning Board sont irrévocables, la Louisiane est menacée de rester perpétuellement sous le joug abrutissant qui lui a été imposé.

L'usurpation n'existe que parce qu'elle est appuyée par la puissance militaire du gouvernement fédéral ; tout le monde le sait. Le comité du Sénat l'a reconnu en 1873, le comité de la Chambre en 1875, l'usurpateur Kellogg l'a déclaré lui-même à la commission Hoar, et les événements du 14 septembre 1874 l'ont clairement prouvé.

Le peuple de la Louisiane a supporté avec patience les plus cruelles épreuves et à cette heure même il croit encore au salut, parce que la Constitution fédérale oblige les Etats-Unis à assurer à chaque Etat de l'Union une forme républicaine de gouvernement.

S'étant adressé au Congrès pour la mise en vigueur de cette clause de la Constitution, il s'étonne aujourd'hui d'apprendre que le gouvernement usurpateur de la Louisiane se fonde sur l'acceptation du "Compromis Wheeler" pour prétendre qu'il a été reconnu et qu'il a droit conséquemment au respect de tous.

Cela est complètement faux.

1. Le peuple de la Louisiane n'a jamais soumis au "Compromis" soi-disant nouveau présenté par nos représentants;

2. Que la preuve d'attachement au parti démocrate conservateur de la Louisiane est une opposition constante à l'usurpation ; que quelles qu'aient été leurs anciennes opinions politiques, tous ceux qui se joignent aux adversaires de l'usurpation sont membres du parti ;

3. Que nous préconisons l'abolition des emplois inutiles, surtout ceux de percepteurs de taxes que les shérifs devraient être chargés de faire ; une réduction sévère des salaires et des frais de bureaux ; une réduction sévère des dépenses de la ville et de l'Etat.

4. Nous demandons une grande diminution des impôts de l'Etat et des municipalités, et, tout en proclamant qu'il faut acquitter, nonobstant, les dettes légitimes de la Louisiane, nous sommes invariablement opposés à la reconnaissance des obligations frauduleuses émises au nom de l'Etat. Nous nous engageons à instituer une minutieuse enquête à cet égard.

5. Nous préconisons la réduction des allocations exorbitantes pour les impressions publiques et la police métropolitaine ; nous exigeons que tout le système de police et d'impressions publiques soit changé.

6. Nous sommes énergiquement opposés à tous les monopoles quels qu'ils soient.

7. Nous reconnaissons et proclamons de nouveau la doctrine démocratique qui veut que l'or et l'argent soient les seules monnaies légales. Nous demandons que le pays revienne aux paiements en espèces dès que cela pourra être fait sans préjudice aux intérêts matériels de la nation.

Mr. A. H. Leonard, de Caddo, le seul membre qui n'a pas signé l'admirable rapport du comité, présente une protestation écrite contre l'adoption des résolutions et demande que cette protestation soit annexée au rapport.

Il dit qu'il croit devoir protester, parce que ces résolutions sont impolitiques et tendent à détruire la bonne harmonie qui existe entre les différents éléments du parti conservateur en Louisiane.

Motion est faite d'adopter le rapport.

Mr. Cross, d'Ouest Féliciana, propose comme amendement que la clause relative à la reprise du paiement en espèces, soit retranchée, parce que, dit-il, c'est au Congrès national à s'occuper de régler cette question épineuse.

Nous, de la Louisiane, ajoute-t-il, nous n'avons pas à débattre actuellement la question de savoir si nous serons payés en papier monnaie ou en espèces, nous devons songer seulement à ne pas nous laisser dépouiller entièrement du peu que le parti radical nous a laissé.

L'amendement de Mr Cross étant mis aux voix est déposé sur le bureau.

Le rapport du comité sur les résolutions est alors adopté par le vote unanime de la convention, Mr Leonard, de Caddo, membre de ce comité, ayant seul protesté contre l'adoption.

L'honorable R. H. Marr, président du comité de neuf, sur l'adresse au Congrès, présente alors son rapport :

Nous allons soumettre le texte du Mémoire qui est adressé au Président, au Sénat et à la Chambre des représentants des Etats-Unis :

Il a été clairement démontré au Congrès que le gouvernement actuel de la Louisiane est le fruit de l'usurpation; ceux qui la composent n'ont jamais été élus par le peuple de l'Etat, mais au contraire ont été vaincus aux élections de 1872 et de 1874. Le gouverneur, le lieutenant-gouverneur, tous les officiers d'Etat, quinze sénateurs, plusieurs représentants, un des juges de la Cour Suprême, plusieurs juges de district, ainsi que nombre d'autres magistrats subalternes, n'ont audun droit, aucun titre au mandat qu'ils exercent.

Les fonctionnaires légitimes, désignés par la majorité des suffrages, ont été écartés de leurs emplois et mis dans l'impossibilité de les remplir par suite de l'intervention illégale du gouvernement fédéral, aussi bien que des tribunaux et de l'armée des Etats-Unis.

L'ordre de maintenir le double writ de mandamus et d'injonction lancé par le juge Durell, qui a permis à la législature usurpatrice de s'organiser, la prise de possession de la Maison d'Etat par des troupes fédérales en 1872, la dispersion par la violence de la législature d'Etat et l'arrestation du speaker Monoure en mars 1873, l'expulsion du speaker Wiltz et de quelques-uns de ses collègues de la Chambre des Représentants en janvier 1875, les proclamations du président en avril 1875 et septembre 1874, les dépêches sanguinaires du général Sheridan, font partie de l'histoire contemporaine ; il serait trop pénible de rappeler en détail tous ces outrages dont la Louisiane a été victime.

Il a été également établi que le peuple de cet Etat a été odieusement dépouillé de son droit d'élire ses fonctionnaires et ses représentants, et qu'un prétendu Bureau de Retours s'est arrogé l'exercice de ce droit de souveraineté. Ce Bureau de Retours se composait de cinq membres nommés par le Sénat usurpateur, et, ayant plein pouvoir pour annuler l'expression de la volonté populaire, s'est empressé de le faire et a mis ainsi le contrôle à tous les scandales précédents.

Il y a plus, la Cour Suprême ayant déclaré que les décisions du Returning Board sont irrévocables, la Louisiane est menacée de rester perpétuellement sous le joug abrutissant qui lui a été imposé.

L'usurpation n'existe que parce qu'elle est appuyée par la puissance militaire du gouvernement fédéral ; tout le monde le sait. Le comité du Sénat l'a reconnu en 1873, le comité de la Chambre en 1875, l'usurpateur Kellogg l'a déclaré lui-même à la commission Hoar, et les événements du 14 septembre 1874 l'ont clairement prouvé.

Le peuple de la Louisiane a supporté avec patience les plus cruelles épreuves et à cette heure même il croit encore au salut, parce que la Constitution fédérale oblige les Etats-Unis à assurer à chaque Etat de l'Union une forme républicaine de gouvernement.

S'étant adressé au Congrès pour la mise en vigueur de cette clause de la Constitution, il s'étonne aujourd'hui d'apprendre que le gouvernement usurpateur de la Louisiane se fonde sur l'acceptation du "Compromis Wheeler" pour prétendre qu'il a été reconnu et qu'il a droit conséquemment au respect de tous.

Cela est complètement faux.

1. Le peuple de la Louisiane n'a jamais soumis au "Compromis" soi-disant nouveau présenté par nos représentants;

2. Que la preuve d'attachement au parti démocrate conservateur de la Louisiane est une opposition constante à l'usurpation ; que quelles qu'aient été leurs anciennes opinions politiques, tous ceux qui se joignent aux adversaires de l'usurpation sont membres du parti ;

3. Que nous préconisons l'abolition des emplois inutiles, surtout ceux de percepteurs de taxes que les shérifs devraient être chargés de faire ; une réduction sévère des salaires et des frais de bureaux ; une réduction sévère des dépenses de la ville et de l'Etat.

4. Nous demandons une grande diminution des impôts de l'Etat et des municipalités, et, tout en proclamant qu'il faut acquitter, nonobstant, les dettes légitimes de la Louisiane, nous sommes invariablement opposés à la reconnaissance des obligations frauduleuses émises au nom de l'Etat. Nous nous engageons à instituer une minutieuse enquête à cet égard.

5. Nous préconisons la réduction des allocations exorbitantes pour les impressions publiques et la police métropolitaine ; nous exigeons que tout le système de police et d'impressions publiques soit changé.

6. Nous sommes énergiquement opposés à tous les monopoles quels qu'ils soient.

7. Nous reconnaissons et proclamons de nouveau la doctrine démocratique qui veut que l'or et l'argent soient les seules monnaies légales. Nous demandons que le pays revienne aux paiements en espèces dès que cela pourra être fait sans préjudice aux intérêts matériels de la nation.

Mr. A. H. Leonard, de Caddo, le seul membre qui n'a pas signé l'admirable rapport du comité, présente une protestation écrite contre l'adoption des résolutions et demande que cette protestation soit annexée au rapport.

Il dit qu'il croit devoir protester, parce que ces résolutions sont impolitiques et tendent à détruire la bonne harmonie qui existe entre les différents éléments du parti conservateur en Louisiane.

Motion est faite d'adopter le rapport.

Mr. Cross, d'Ouest Féliciana, propose comme amendement que la clause relative à la reprise du paiement en espèces, soit retranchée, parce que, dit-il, c'est au Congrès national à s'occuper de régler cette question épineuse.

Nous, de la Louisiane, ajoute-t-il, nous n'avons pas à débattre actuellement la question de savoir si nous serons payés en papier monnaie ou en espèces, nous devons songer seulement à ne pas nous laisser dépouiller entièrement du peu que le parti radical nous a laissé.

L'amendement de Mr Cross étant mis aux voix est déposé sur le bureau.

Le rapport du comité sur les résolutions est alors adopté par le vote unanime de la convention, Mr Leonard, de Caddo, membre de ce comité, ayant seul protesté contre l'adoption.

L'honorable R. H. Marr, président du comité de neuf, sur l'adresse au Congrès, présente alors son rapport :

Nous allons soumettre le texte du Mémoire qui est adressé au Président, au Sénat et à la Chambre des représentants des Etats-Unis :

Il a été clairement démontré au Congrès que le gouvernement actuel de la Louisiane est le fruit de l'usurpation; ceux qui la composent n'ont jamais été élus par le peuple de l'Etat, mais au contraire ont été vaincus aux élections de 1872 et de 1874. Le gouverneur, le lieutenant-gouverneur, tous les officiers d'Etat, quinze sénateurs, plusieurs représentants, un des juges de la Cour Suprême, plusieurs juges de district, ainsi que nombre d'autres magistrats subalternes, n'ont audun droit, aucun titre au mandat qu'ils exercent.

Les fonctionnaires légitimes, désignés par la majorité des suffrages, ont été écartés de leurs emplois et mis dans l'impossibilité de les remplir par suite de l'intervention illégale du gouvernement fédéral, aussi bien que des tribunaux et de l'armée des Etats-Unis.

L'ordre de maintenir le double writ de mandamus et d'injonction lancé par le juge Durell, qui a permis à la législature usurpatrice de s'organiser, la prise de possession de la Maison d'Etat par des troupes fédérales en 1872, la dispersion par la violence de la législature d'Etat et l'arrestation du speaker Monoure en mars 1873, l'expulsion du speaker Wiltz et de quelques-uns de ses collègues de la Chambre des Représentants en janvier 1875, les proclamations du président en avril 1875 et septembre 1874, les dépêches sanguinaires du général Sheridan, font partie de l'histoire contemporaine ; il serait trop pénible de rappeler en détail tous ces outrages dont la Louisiane a été victime.

Il a été également établi que le peuple de cet Etat a été odieusement dépouillé de son droit d'élire ses fonctionnaires et ses représentants, et qu'un prétendu Bureau de Retours s'est arrogé l'exercice de ce droit de souveraineté. Ce Bureau de Retours se composait de cinq membres nommés par le Sénat usurpateur, et, ayant plein pouvoir pour annuler l'expression de la volonté populaire, s'est empressé de le faire et a mis ainsi le contrôle à tous les scandales précédents.

Il y a plus, la Cour Suprême ayant déclaré que les décisions du Returning Board sont irrévocables, la Louisiane est menacée de rester perpétuellement sous le joug abrutissant qui lui a été imposé.

L'usurpation n'existe que parce qu'elle est appuyée par la puissance militaire du gouvernement fédéral ; tout le monde le sait. Le comité du Sénat l'a reconnu en 1873, le comité de la Chambre en 1875, l'usurpateur Kellogg l'a déclaré lui-même à la commission Hoar, et les événements du 14 septembre 1874 l'ont clairement prouvé.

Le peuple de la Louisiane a supporté avec patience les plus cruelles épreuves et à cette heure même il croit encore au salut, parce que la Constitution fédérale oblige les Etats-Unis à assurer à chaque Etat de l'Union une forme républicaine de gouvernement.

S'étant adressé au Congrès pour la mise en vigueur de cette clause de la Constitution, il s'étonne aujourd'hui d'apprendre que le gouvernement usurpateur de la Louisiane se fonde sur l'acceptation du "Compromis Wheeler" pour prétendre qu'il a été reconnu et qu'il a droit conséquemment au respect de tous.

Il est résolu par le parti démocratique et conservateur de l'Etat,

1. Que le mémoire par lequel le peuple en appelle au Congrès soit de nouveau présenté par nos représentants;

2. Que la preuve d'attachement au parti démocrate conservateur de la Louisiane est une opposition constante à l'usurpation ; que quelles qu'aient été leurs anciennes opinions politiques, tous ceux qui se joignent aux adversaires de l'usurpation sont membres du parti ;

3. Que nous préconisons l'abolition des emplois inutiles, surtout ceux de percepteurs de taxes que les shérifs devraient être chargés de faire ; une réduction sévère des salaires et des frais de bureaux ; une réduction sévère des dépenses de la ville et de l'Etat.

4. Nous demandons une grande diminution des impôts de l'Etat et des municipalités, et, tout en proclamant qu'il faut acquitter, nonobstant, les dettes légitimes de la Louisiane, nous sommes invariablement opposés à la reconnaissance des obligations frauduleuses émises au nom de l'Etat. Nous nous engageons à instituer une minutieuse enquête à cet égard.

5. Nous préconisons la réduction des allocations exorbitantes pour les impressions publiques et la police métropolitaine ; nous exigeons que tout le système de police et d'impressions publiques soit changé.

6. Nous sommes énergiquement opposés à tous les monopoles quels qu'ils soient.

7. Nous reconnaissons et proclamons de nouveau la doctrine démocratique qui veut que l'or et l'argent soient les seules monnaies légales. Nous demandons que le pays revienne aux paiements en espèces dès que cela pourra être fait sans préjudice aux intérêts matériels de la nation.

Mr. A. H. Leonard, de Caddo, le seul membre qui n'a pas signé l'admirable rapport du comité, présente une protestation écrite contre l'adoption des résolutions et demande que cette protestation soit annexée au rapport.

Il dit qu'il croit devoir protester, parce que ces résolutions sont impolitiques et tendent à détruire la bonne harmonie qui existe entre les différents éléments du parti conservateur en Louisiane.

Motion est faite d'adopter le rapport.

Mr. Cross, d'Ouest Féliciana, propose comme amendement que la clause relative à la reprise du paiement en espèces, soit retranchée, parce que, dit-il, c'est au Congrès national à s'occuper de régler cette question épineuse.

Nous, de la Louisiane, ajoute-t-il, nous n'avons pas à débattre actuellement la question de savoir si nous serons payés en papier monnaie ou en espèces, nous devons songer seulement à ne pas nous laisser dépouiller entièrement du peu que le parti radical nous a laissé.

L'amendement de Mr Cross étant mis aux voix est déposé sur le bureau.

Le rapport du comité sur les résolutions est alors adopté par le vote unanime de la convention, Mr Leonard, de Caddo, membre de ce comité, ayant seul protesté contre l'adoption.

L'honorable R. H. Marr, président du comité de neuf, sur l'adresse au Congrès, présente alors son rapport :

Nous allons soumettre le texte du Mémoire qui est adressé au Président, au Sénat et à la Chambre des représentants des Etats-Unis :

Il a été clairement démontré au Congrès que le gouvernement actuel de la Louisiane est le fruit de l'usurpation; ceux qui la composent n'ont jamais été élus par le peuple de l'Etat, mais au contraire ont été vaincus aux élections de 1872 et de 1874. Le gouverneur, le lieutenant-gouverneur, tous les officiers d'Etat, quinze sénateurs, plusieurs représentants, un des juges de la Cour Suprême, plusieurs juges de district, ainsi que nombre d'autres magistrats subalternes, n'ont audun droit, aucun titre au mandat qu'ils exercent.

Les fonctionnaires légitimes, désignés par la majorité des suffrages, ont été écartés de leurs emplois et mis dans l'impossibilité de les remplir par suite de l'intervention illégale du gouvernement fédéral, aussi bien que des tribunaux et de l'armée des Etats-Unis.

L'ordre de maintenir le double writ de mandamus et d'injonction lancé par le juge Durell, qui a permis à la législature usurpatrice de s'organiser, la prise de possession de la Maison d'Etat par des troupes fédérales en 1872, la dispersion par la violence de la législature d'Etat et l'arrestation du speaker Monoure en mars 1873, l'expulsion du speaker Wiltz et de quelques-uns de ses collègues de la Chambre des Représentants en janvier 1875, les proclamations du président en avril 1875 et septembre 1874, les dépêches sanguinaires du général Sheridan, font partie de l'histoire contemporaine ; il serait trop pénible de rappeler en détail tous ces outrages dont la Louisiane a été victime.

Il a été également établi que le peuple de cet Etat a été odieusement dépouillé de son droit d'élire ses fonctionnaires et ses représentants, et qu'un prétendu Bureau de Retours s'est arrogé l'exercice de ce droit de souveraineté. Ce Bureau de Retours se composait de cinq membres nommés par le Sénat usurpateur, et, ayant plein pouvoir pour annuler l'expression de la volonté populaire, s'est empressé de le faire et a mis ainsi le contrôle à tous les scandales précédents.

Il y a plus, la Cour Suprême ayant déclaré que les décisions du Returning Board sont irrévocables, la Louisiane est menacée de rester perpétuellement sous le joug abrutissant qui lui a été imposé.

L'usurpation n'existe que parce qu'elle est appuyée par la puissance militaire du gouvernement fédéral ; tout le monde le sait. Le comité du Sénat l'a reconnu en 1873, le comité de la Chambre en 1875, l'usurpateur Kellogg l'a déclaré lui-même à la commission Hoar, et les événements du 14 septembre 1874 l'ont clairement prouvé.

Le peuple de la Louisiane a supporté avec patience les plus cruelles épreuves et à cette heure même il croit encore au salut, parce que la Constitution fédérale oblige les Etats-Unis à assurer à chaque Etat de l'Union une forme républicaine de gouvernement.

S'étant adressé au Congrès pour la mise en vigueur de cette clause de la Constitution, il s'étonne aujourd'hui d'apprendre que le gouvernement usurpateur de la Louisiane se fonde sur l'acceptation du "Compromis Wheeler" pour prétendre qu'il a été reconnu et qu'il a droit conséquemment au respect de tous.

Cela est complètement faux.

1. Le peuple de la Louisiane n'a jamais soumis au "Compromis" soi-disant nouveau présenté par nos représentants;

2. Que la preuve d'attachement au parti démocrate conservateur de la Louisiane est une opposition constante à l'usurpation ; que quelles qu'aient été leurs anciennes opinions politiques, tous ceux qui se joignent aux adversaires de l'usurpation sont membres du parti ;

3. Que nous préconisons l'abolition des emplois inutiles, surtout ceux de percepteurs de taxes que les shérifs devraient être chargés de faire ; une réduction sévère des salaires et des frais de bureaux ; une réduction sévère des dépenses de la ville et de l'Etat.

4. Nous demandons une grande diminution des impôts de l'Etat et des municipalités, et, tout en proclamant qu'il faut acquitter, nonobstant, les dettes légitimes de la Louisiane, nous sommes invariablement opposés à la reconnaissance des obligations frauduleuses émises au nom de l'Etat. Nous nous engageons à instituer une minutieuse enquête à cet égard.

5. Nous préconisons la réduction des allocations exorbitantes pour les impressions publiques et la police métropolitaine ; nous exigeons que tout le système de police et d'impressions publiques soit changé.

6. Nous sommes énergiquement opposés à tous les monopoles quels qu'ils soient.

7. Nous reconnaissons et proclamons de nouveau la doctrine démocratique qui veut que l'or et l'argent soient les seules monnaies légales. Nous demandons que le pays revienne aux paiements en espèces dès que cela pourra être fait sans préjudice aux intérêts matériels de la nation.

Mr. A. H. Leonard, de Caddo, le seul membre qui n'a pas signé l'admirable rapport du comité, présente une protestation écrite contre l'adoption des résolutions et demande que cette protestation soit annexée au rapport.

Il dit qu'il croit devoir protester, parce que ces résolutions sont impolitiques et tendent à détruire la bonne harmonie qui existe entre les différents éléments du parti conservateur en Louisiane.

Motion est faite d'adopter le rapport.

Mr. Cross, d'Ouest Féliciana, propose comme amendement que la clause relative à la reprise du paiement en espèces, soit retranchée, parce que, dit-il, c'est au Congrès national à s'occuper de régler cette question épineuse.

Nous, de la Louisiane, ajoute-t-il, nous n'avons pas à débattre actuellement la question de savoir si nous serons payés en papier monnaie ou en espèces, nous devons songer seulement à ne pas nous laisser dépouiller entièrement du peu que le parti radical nous a laissé.

L'amendement de Mr Cross étant mis aux voix est déposé sur le bureau.

Le rapport du comité sur les résolutions est alors adopté par le vote unanime de la convention, Mr Leonard, de Caddo, membre de ce comité, ayant seul protesté contre l'adoption.

L'honorable R. H. Marr, président du comité de neuf, sur l'adresse au Congrès, présente alors son rapport :

Nous allons soumettre le texte du Mémoire qui est adressé au Président, au Sénat et à la Chambre des représentants des Etats-Unis :

Il a été clairement démontré au Congrès que le gouvernement actuel de la Louisiane est le fruit de l'usurpation; ceux qui la composent n'ont jamais été élus par le peuple de l'Etat, mais au contraire ont été vaincus aux élections de 1872 et de 1874. Le gouverneur, le lieutenant-gouverneur, tous les officiers d'Etat, quinze sénateurs, plusieurs représentants, un des juges de la Cour Suprême, plusieurs juges de district, ainsi que nombre d'autres magistrats subalternes, n'ont audun droit, aucun titre au mandat qu'ils exercent.

Les fonctionnaires légitimes, désignés par la majorité des suffrages, ont été écartés de leurs emplois et mis dans l'impossibilité de les remplir par suite de l'intervention illégale du gouvernement fédéral, aussi bien que des tribunaux et de l'armée des Etats-Unis.

L'ordre de maintenir le double writ de mandamus et d'injonction lancé par le juge Durell, qui a permis à la législature usurpatrice de s'organiser, la prise de possession de la Maison d'Etat par des troupes fédérales en 1872, la dispersion par la violence de la législature d'Etat et l'arrestation du speaker Monoure en mars 1873, l'expulsion du speaker Wiltz et de quelques-uns de ses collègues de la Chambre des Représentants en janvier 1875, les proclamations du président en avril 1875 et septembre 1874, les dépêches sanguinaires du général Sheridan, font partie de l'histoire contemporaine ; il serait trop pénible de rappeler en détail tous ces outrages dont la Louisiane a été victime.

Il a été également établi que le peuple de cet Etat a été odieusement dépouillé de son droit d'élire ses fonctionnaires et ses représentants, et qu'un prétendu Bureau de Retours s'est arrogé l'exercice de ce droit de souveraineté. Ce Bureau de Retours se composait de cinq membres nommés par le Sénat usurpateur, et, ayant plein pouvoir pour annuler l'expression de la volonté populaire, s'est empressé de le faire et a mis ainsi le contrôle à tous les scandales précédents.

Il y a plus, la Cour Suprême ayant déclaré que les décisions du Returning Board sont irrévocables, la Louisiane est menacée de rester perpétuellement sous le joug abrutissant qui lui a été imposé.

L'usurpation n'existe que parce qu'elle est appuyée par la puissance militaire du gouvernement fédéral ; tout le monde le sait. Le comité du Sénat l'a reconnu en 1873, le comité de la Chambre en 1875, l'usurpateur Kellogg l'a déclaré lui-même à la commission Hoar, et les événements du 14 septembre 1874 l'ont clairement prouvé.

Le peuple de la Louisiane a supporté avec patience les plus cruelles épreuves et à cette heure même il croit encore au salut, parce que la Constitution fédérale oblige les Etats-Unis à assurer à chaque Etat de l'Union une forme républicaine de gouvernement.

S'étant adressé au Congrès pour la mise en vigueur de cette clause de la Constitution, il s'étonne aujourd'hui d'apprendre que le gouvernement usurpateur de la Louisiane se fonde sur l'acceptation du "Compromis Wheeler" pour prétendre qu'il a été reconnu et qu'il a droit conséquemment au respect de tous.

Cela est complètement faux.

1. Le peuple de la Louisiane n'a jamais soumis au "Compromis" soi-disant nouveau présenté par nos représentants;

2. Que la preuve d'attachement au parti démocrate conservateur de la Louisiane est une opposition constante à l'usurpation ; que quelles qu'aient été leurs anciennes opinions politiques, tous ceux qui se joignent aux adversaires de l'usurpation sont membres du parti ;

3. Que nous préconisons l'abolition des emplois inutiles, surtout ceux de percepteurs de taxes que les shérifs devraient être chargés de faire ; une réduction sévère des salaires et des frais de bureaux ; une réduction sévère des dépenses de la ville et de l'Etat.

4. Nous demandons une grande diminution des impôts de l'Etat et des municipalités, et, tout en proclamant qu'il faut acquitter, nonobstant